

Il est facile de discuter de nos problèmes à distance, de juger, de faire des discours, d'écrire des articles et de proposer des solutions. Ce n'est pas aussi facile, pour dire le moins, pour ceux qui, avec leurs enfants, subiront les conséquences s'ils se trompent. Souvenez-vous que ce qui est une question de politique étrangère pour d'autres est, pour nous, affaire d'existence. Dans la dernière poussée de troubles civils en Judée, en Samarie et à Gaza, nous n'avons malheureusement pas à choisir entre l'ordre public d'une part et les négociations d'autre part. Nous avons à choisir entre maintenir l'ordre public comme base des négociations bilatérales, ou de laisser la situation se détériorer jusqu'à nous retrouver au même point que Beyrouth ou Téhéran. C'est le choix douloureux que nous devons faire.

On critique parfois les moyens que prend Israël pour maintenir l'ordre public, et nulle part avec plus de conviction qu'en Israël, à la Knesset ou dans les médias. Je n'ai toutefois encore jamais vu d'autres pays faire face à des situations semblables sans recourir à la force. Quelles méthodes plus efficaces faut-il utiliser? Celles qu'appliquent nos voisins, y compris, par exemple, l'extermination de 30 000 personnes dans la ville syrienne de Hama par le président Assad, ou celle de 500 manifestants en deux jours en Algérie, l'été dernier? Ou faut-il copier les méthodes qui ont été appliquées lors des émeutes dans le centre de villes de Grande-Bretagne ou de l'Irlande du Nord, dans les rues de pays d'Europe occidentale, ou un jour à Watts, à Détroit ou à l'Université Kent State?

Quelles autres forces armées du monde exerceraient plus de réserve que les nôtres envers une société qui a la cruauté et le cynisme d'envoyer ses enfants exécuter des actes de violence qui mettent en danger des vies dans les deux sociétés? La mort d'une mère brûlée vive avec ses trois enfants dans un autobus civil n'est pas moins tragique parce que ce sont des jeunes qui ont lancé le cocktail Molotov. La capacité d'une société de surmonter les crises témoigne de sa force. Malgré toutes nos difficultés et toutes nos lacunes, notre société a fait preuve d'autant de maturité et d'humanité que n'importe quelle autre société dans des circonstances semblables. Golda Meir a déjà dit qu'elle ne pouvait pas pardonner aux Arabes, non parce qu'ils tuaient nos enfants mais parce qu'ils les forçaient à tuer les leurs.

Lorsque nous regardons autour de nous, comment pouvons-nous expliquer le silence du monde entier alors

que l'artillerie syrienne pilonne sans répit la ville de Beyrouth, que les réfugiés chrétiens empilés dans de petites embarcations qui essaient d'atteindre des traversiers à destination de Chypre se font bombarder de toutes parts, que la nation libanaise est en voie de destruction, que la collectivité chrétienne du Liban grandement abandonnée par le reste de la chrétienté est en train d'être décimée et que son existence même est gravement menacée? Comment expliquer l'apathie du monde face à la destruction cruelle d'une nation? La leçon que nous devons en tirer est évidente.

Un total de 25 000 réfugiés chrétiens et musulmans de Beyrouth se pressent déjà dans la zone de sécurité qui jouxte notre frontière septentrionale, leur instinct les poussant à venir chercher protection et sécurité en Israël.

Mes amis, cela se passe en ce moment même et n'a suscité que peu de réactions dans le monde civilisé. Dans la couverture médiatique cruelle, biaisée et partisane de la situation au Moyen-Orient, le massacre de Beyrouth n'obtient pas autant d'attention que les enfants qui lancent des pierres dans quelques villages de Cisjordanie.

Nous sommes une société libre confrontée à un dilemme. N'apparaît-il pas facile de concevoir que la société israélienne est déchirée par le doute et l'hésitation et qu'elle manifeste un profond scepticisme dans son débat légitime sur les véritables intentions de l'OLP?

Depuis quelques mois, le gouvernement d'Israël a élaboré un plan pour faire avancer la cause de la paix au Moyen-Orient. Ce plan comporte quatre éléments:

- 1) la réaffirmation de l'Accord de Camp David;
- 2) une invitation aux pays arabes à participer à l'effort de paix et à reconnaître Israël;
- 3) le déploiement d'un effort international pour régler le grave problème des réfugiés arabes à Gaza et en Judée;
- 4) la tenue d'élections dans les districts de Judée et de Samarie en Cisjordanie et à Gaza où les habitants arabes palestiniens pourraient élire leurs représentants par scrutin secret. Ces représentants auraient alors le mandat de négocier avec Israël les modalités d'accession à l'autonomie administrative des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

Selon le plan, les Arabes palestiniens des territoires s'administreraient eux-mêmes pendant cinq ans et seraient responsables de tout, sauf des affaires étrangères et de la défense.